

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS



ARRÊTÉ TEMPORAIRE n° 2024-193

SERVICES TECHNIQUES

Rue du Chemin Vieux

Tel : 02.54.81.40.80

servicestechniques@mer41.fr

EF am 2024-193

Le Maire de la Commune de MER

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2211-1, L 2213-3 et L 2215-1,

Vu le Code de la Route, notamment les articles, subséquents,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963, modifiée et complétée, 1^{ère} et 8^{ème} parties,

Vu la demande de la société CIRCET ERI5280 en date du 30 mai 2024 par laquelle le pétitionnaire demande l'autorisation de réaliser une tranchée de 5m, la pose d'une chambre et d'un appui télécom

Considérant qu'à l'occasion de ces travaux, il y a lieu de réglementer le stationnement et la circulation de la rue du Chemin Vieux,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les travaux sont prévus pour avoir lieu à partir du 3 juin 2024 au 7 juin 2024 uniquement,

ARTICLE 2 : Les restrictions aux règles de circulation, d'arrêt et de stationnement prendront effet à la date d'ouverture du chantier, pour la stricte durée prévue à l'article 1.

Un alternat de circulation sera mis en place manuellement,

La circulation sera limitée à 30 km/h,

L'arrêt, le stationnement et le dépassement de tous les véhicules seront interdits dans la même zone.

ARTICLE 3 : Par dérogation à l'article 2, le présent arrêté ne concerne pas les véhicules :

- Les services de secours et de lutte contre l'incendie, de Police et de Gendarmerie d'intervention urgente des services de l'ENEDIS/GRDF ainsi que les professionnels de santé justifiant d'une intervention urgente sur les zones concernées.
- Des services de la commune de MER, du syndicat « Val d'Eau » ainsi que le « SIEOM ».
- Des entreprises exécutant les travaux ou y concourant.

Les véhicules restés en stationnement aux endroits indiqués à l'article 1 du présent arrêté seront considérés en stationnement gênant, seront sanctionnés et susceptibles d'une mise en fourrière conformément à l'article R417-10 du Code de la Route.

ARTICLE 4 : Les entreprises préviendront les occupants des habitations riveraines situées dans la zone de travaux de l'ouverture du chantier et des éventuelles restrictions de circulations, d'accès et de stationnement. Ces derniers devront être informés au moins quarante-huit heures à l'avance.

ARTICLE 5 : Cet arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif dans le délai légal de deux mois, à partir de sa publication.

ARTICLE 6 : L'ampliation du présent arrêté sera adressée à :

M. le Commandant de la Gendarmerie de MER,
M. le responsable du Centre de Secours de MER,
Mme la responsable de la Police Municipale de MER
Mr le Directeur du Pôle Espaces Publics,
Le Service à la Population

La Société CIRCET,
L'entreprise CISE TP, Mr David TEIXEIRA, pour Info,

Pour en assurer l'exécution chacun en ce qui le concerne.



Mer, le 30 mai 2024
Le Maire,

Vincent ROBIN